

L'hon. Monique Bégin (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur le Président, le député de Vancouver-Kingsway (M. Waddell) vient de me fournir un exemple de critiques que je trouve particulièrement nuisibles et stériles, c'est-à-dire des critiques qui sont fondées sur des opinions et non pas sur la réalité.

La plupart des journaux ont qualifié notre budget, non sans raisons, de budget qui favorise l'«entreprise». Le député de Vancouver-Kingsway conclut que c'est en quelque sorte péché de présenter un tel budget qui est, par définition, un mauvais budget. Il voudrait nous faire croire qu'un budget qui favorise les entreprises ne peut pas favoriser les gens. Je ne sais pas où il est allé pêcher pareille idée, ou quelle sorte de théorie extraordinaire il cherche à mettre de l'avant. Il est contre le secteur privé et il considère, en conclusion, que seule une économie de participation publique et privée—de petites entreprises privées car elles sont, selon lui, plus efficaces—pourrait sauver notre pays. Mais il se garde bien de nous dire quelle forme prendrait cette participation. Voilà en quoi consiste sa théorie.

Je m'intéresse aux questions sociales. Ce n'est pas pour rien que j'occupe le portefeuille des affaires sociales depuis plus de cinq ans. Et c'est pour cette raison même que je m'occupe de politique depuis dix ans. Comme bien d'autres ministres avant moi, j'ai souvent croisé le fer avec des ministres des Finances, mais c'est normal. J'ai parfois cherché à obtenir plus d'argent du ministre des Finances pour le secteur que je représente au cabinet. Et même si on dit que le budget favorise les «entreprises», j'en suis quand même fort heureuse.

Je m'explique. C'est à la fois un budget pour les entreprises et pour les citoyens. Il n'existe, que je sache, aucune règle sacro-sainte qui stipule que tout ce qui vient du secteur privé est nécessairement mauvais. Dans un pays comme le Canada, c'est une idée qui échappe à l'entendement. J'ai fort bonne opinion du secteur privé chaque fois qu'il crée un emploi dans ma circonscription.

Je suis en désaccord avec le député lorsqu'il conclut qu'il n'y a rien dans le budget pour ses électeurs. J'ai déjà visité sa circonscription lors de voyages ou de campagnes électorales. Je connais des gens qui vivent à Vancouver. Ce qu'il dit est inexact.

Certains de ses jeunes électeurs trouveront à s'employer grâce à ce budget. Certaines mères de famille bénéficieront de déductions plus intéressantes au chapitre des dépenses pour les soins prodigués à leurs enfants, toujours grâce à ce budget. Tous les petits salariés dans son coin du pays bénéficieront d'un dégrèvement fiscal plus important au chapitre des dépenses occasionnées par leur emploi, et beaucoup d'autres auront un emploi rémunérateur, encore grâce à ce budget. Je ne comprends pas pourquoi il prétend que les municipalités n'en retireront aucun avantage.

Dans ma propre municipalité, dans la banlieue de Montréal, nous venons tout juste de lancer un excellent projet, grâce au programme RELAIS, qui comporte l'installation d'appareils de conditionnement physique. C'est dans le nord de Ville d'Anjou. Ces appareils y resteront à tout jamais grâce au programme RELAIS.

Je pourrais nommer maints projets qui offriront aux municipalités canadiennes des avantages dont elles ne bénéficiaient pas avant le programme RELAIS dont ce budget augmente les

fonds. Je ne sais pas pourquoi les néo-démocrates sous-estiment à ce point un budget favorable au secteur des affaires, qui ne nuit en rien aux gagne-petit, n'attise pas l'inflation et ne fait pas grimper les taux d'intérêt. A mon humble avis, ce budget revêt une dimension sociale. Il offre des avantages sans aucun inconvénient. J'en suis très contente.

Il ne me plaît pas particulièrement d'être ministre de l'assistance sociale ni d'avoir à verser à mes compatriotes jour après jour, mois après mois, des prestations accrues par le truchement des provinces. Je souhaite que chaque Canadien ait un emploi. Si le secteur privé constitue une bonne source d'emplois, alors j'abonde dans ce sens. Quel mal y a-t-il à cela? Où est la faute? Quelqu'un pourrait-il me l'expliquer? Quel mal y a-t-il à accoler à ce budget l'étiquette «d'affaires» puisqu'il vise à servir la population? Je souscris avec enthousiasme à tout budget populaire. C'est le budget que je veux et il me convient à tous les égards.

Je ne vois pas ce que ce budget a de «conservateur». Pourquoi s'opposer au conservatisme dans un budget qui a recours aux ressources du secteur privé, le secteur clé dans notre société, pour créer des emplois et faire tourner rondement l'économie?

Je gère le plus gros des budgets de l'administration fédérale et à ce titre je voudrais expliquer à mes collègues ici réunis pourquoi non seulement j'accepte pareil budget, mais j'y souscris pleinement aussi. C'est dans mon ministère que l'on dépense le plus par le biais des programmes prévus par nos lois et d'autres programmes de transfert de revenus aux citoyens et aux gouvernements provinciaux. Il est immoral que nous ayions à augmenter les crédits accordés à ces programmes à cause des difficultés économiques de l'époque. Notez que ces programmes ont du bon puisqu'ils aident les Canadiens en cette période de marasme. Mais je sais pertinemment qu'une économie hautement productive n'est pas nécessairement contraire aux intérêts de la population. Au contraire une forte productivité m'assure d'obtenir des fonds plus importants qui garantiront la mise en œuvre de meilleurs programmes sociaux.

[Français]

En d'autres mots, quant à moi, une économie hautement productive est la base nécessaire pour traduire ensuite en meilleurs programmes sociaux les problèmes que nous devons voir corriger par des gouvernements, parce que là vraiment, ce n'est pas la place du secteur privé qui ne fonctionne pas selon ces règles-là. De plus, je ferais même un appel pour que la plus haute productivité, que l'on souhaite tellement au pays, demeure civilisée, humaine, demeure à une dimension sociale, et qu'elle tienne toujours compte, comme l'ont d'ailleurs demandé les évêques dans leur lettre, de l'échelle des valeurs qui partent de l'homme et non pas, si j'ose dire, de la machine et de la société elle-même, mais qui partent de l'être humain comme centre de préoccupation.

Pour moi, tout cela est très important.

[Traduction]

Il y a un autre aspect du budget que l'on n'a guère abordé, car ce dernier n'en parle pas explicitement. Au moment même où dans certaines provinces de l'Ouest, les programmes sociaux sont remis en cause, comme le savent très bien les médias, le gouvernement a réussi à maintenir et même à renforcer le système de protection sociale des Canadiens. Cela fait aussi